



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFÉRENCE

Trente-sixième session

Rome, 18 – 23 novembre 2009

Allocution du Directeur général

Mme la Présidente de la Conférence,

M. le Président indépendant du Conseil,

Mesdames et Messieurs,

Depuis la naissance de l'Organisation, il y a 65 ans, rarement deux années ont été aussi importantes pour la sécurité alimentaire mondiale. En 2007 et 2008, nous avons dû répondre dans l'urgence à des demandes pressantes sans pour autant négliger les problèmes à plus long terme et les défis apparus récemment.

Il va sans dire que je regrette profondément que, récemment, le nombre de personnes souffrant de la faim ait brusquement augmenté pour franchir la ligne du milliard, mais je peux également tirer une certaine satisfaction des résultats que nous avons obtenus.

Principales activités pendant l'exercice 2008-09

On m'a dit récemment que je répétais les mêmes choses depuis 15 ans – nécessité de stimuler l'investissement dans l'agriculture, rôle essentiel de la maîtrise de l'eau et nécessité de soutenir les petits agriculteurs –. "Oui," ai-je répondu, "mais la différence, c'est qu'aujourd'hui, enfin, les responsables du monde semblent, après les émeutes de 2007-2008, mesurer l'importance de ce que je disais pendant toutes ces années".

Les prix élevés des produits alimentaires, les signes déjà apparents du réchauffement mondial et la question des biocarburants, pour ne citer que quelques-uns des éléments, ont propulsé la sécurité alimentaire et l'agriculture au rang des principales préoccupations de la communauté internationale.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

Une nouvelle gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale mettrait toutes les chances de notre côté pour l'élimination complète, dans un proche avenir, de la faim de la surface de la planète.

Si beaucoup d'entre nous espéraient probablement obtenir des engagements plus concrets dans la déclaration du Sommet qui s'est achevé hier, nous avons cependant considérablement progressé. L'important, maintenant, est de mettre à point la dynamique ainsi créée pour atteindre notre objectif ultime: un monde libéré de la faim. Je saisis cette occasion pour remercier tous les Ambassadeurs et représentants permanents qui ont travaillé d'arrache-pied pour préparer une déclaration qui a été approuvée par consensus. Je remercie le Président et le Vice-Président du Groupe de travail à composition non limitée qui ont conduit ce processus avec diligence. Enfin et surtout, je tiens à faire part de toute ma gratitude au Secrétariat et à tout le personnel qui, grâce à leurs efforts, ont permis la réussite de cet événement.

Vous avez pris connaissance de la déclaration, et j'aimerais à cet égard mettre en exergue quelques importants éléments sur lesquels, à mon avis, nous devrions nous appuyer.

- Un: Le ferme engagement d'atteindre les objectifs de réduction de la faim de l'OMD n° 1 et ceux du Sommet mondial de l'alimentation.
- Deux: L'engagement de mettre en œuvre intégralement la réforme du CSA et l'appui de la création, en son sein, d'un Groupe d'experts de haut niveau.
- Trois: L'engagement d'inverser la tendance à la baisse des financements nationaux et internationaux en faveur de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural dans les pays en développement et d'accroître considérablement leur part de l'APD.
- Quatre: La décision de promouvoir de nouveaux investissements en vue d'accroître la production et la productivité agricoles durables, de réduire la pauvreté et d'œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire et de l'accès de chacun à l'alimentation.

Toutes ces décisions convergent vers une évidence unique: si nous prenons vraiment les mesures qui s'imposent, et si nous mobilisons les ressources voulues pour réduire effectivement de moitié l'incidence de la faim pour 2015, et ce, sans nous départir de notre dynamisme et de notre détermination, alors, nous devons être en mesure d'éliminer totalement la faim de la surface de la planète en moins d'une génération.

L'exercice qui s'achève a également été marqué, outre le Sommet, par deux autres événements essentiels: la "Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies", organisée en juin 2008 et le "Forum d'experts de haut niveau sur le thème Nourrir le monde en 2050", qui s'est tenu le mois dernier.

La réussite de ces deux événements a constitué un apport important à notre programme de travail ordinaire, tout en sensibilisant l'opinion publique et en infléchissant les décisions politiques en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Sur le terrain, la FAO a mis en œuvre un programme important: l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, qui, à ce jour, a fourni à des agriculteurs de 93 pays, une aide pour faire face à la flambée des prix, flambée qui concernait à la fois les aliments et les semences, les engrais et autres intrants essentiels. Trois cent quatre-vingt-neuf millions d'USD ont été effectivement mobilisés en faveur de projets de l'Initiative, dont 37 millions d'USD prélevés sur les ressources du Programme ordinaire de la FAO.

En octobre 2009, 1 890 projets au total étaient opérationnels, dont 468 projets d'urgence. Pendant l'exercice 2008-2009 (jusqu'en octobre) la FAO a injecté au total près de 1,2 milliard d'USD dans des projets, dont 632 millions d'USD dans des opérations d'urgence. Le Programme de coopération technique représentait 552 millions d'USD, dont 11,4 pour cent pris en charge par la FAO et le reste provenant de sources externes (87,7 pour cent issus de fonds fiduciaires et 0,9 pour cent versés par le PNUD).

Les activités déployées par la FAO dans de nombreux domaines pendant cet exercice sont naturellement trop nombreuses pour être énumérées ici. Vous aurez des rapports sur bon nombre d'entre elles pendant toute la session de la Conférence. De même, les rapports des cinq Conférences régionales et de l'ensemble des Comités techniques tenus en 2009 vous seront présentés.

Coopération avec des institutions du système des Nations Unies

La FAO a continué à resserrer ses liens avec d'autres institutions des Nations Unies, ce qui a abouti à la conclusion récente d'un accord après deux ans de consultations intensives sur les domaines de collaboration entre les institutions dont le siège est à Rome. Les quatre piliers de ce cadre sont les suivants: i) avis en matière de politiques, connaissances et suivi; ii) opérations; iii) plaidoyer et communication; et iv) questions administratives. Une action conjointe sera poursuivie aux échelles mondiale, régionale, nationale et locale et notamment dans les pays où sera appliqué à titre expérimental le programme "Unis dans l'action".

La semaine dernière, nous avons mis au point, avec l'approbation de la réunion des dirigeants des trois institutions, une stratégie de coopération plus étroite s'appuyant sur les compétences spécialisées et capacités communes de la FAO, du FIDA et du PAM. Elle est l'aboutissement de deux ans d'efforts et unit nos forces distinctives pour créer un ensemble plus puissant, reposant sur un portefeuille de près de 400 efforts de coopération dans plus de 70 pays.

Pendant l'exercice, la FAO a pris part à la préparation du Cadre global d'action (CGA) par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, mise en place par le Secrétaire général en avril 2008, et dont j'ai eu l'honneur d'être nommé Vice-Président. Le CGA a été présenté par le Secrétaire général au Sommet du G8 à Hokkaido en juillet 2008, puis à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2008.

Le Programme de travail et budget 2010-11 et la réforme de la FAO

L'aptitude future de l'Organisation à relever les nombreux défis qui se présentent sera déterminée par les importantes initiatives qui ont retenu toute notre attention pendant l'exercice:

- D'abord, la mise en œuvre du Plan d'action immédiate pour le Renouveau de la FAO, qui nous permet de progresser rapidement afin que l'Organisation soit plus en prise sur les réalités, performante et efficace dans la lutte contre la faim;
- Ensuite, l'adoption et la mise en œuvre du Cadre stratégique et les propositions figurant dans le Plan à moyen terme 2010-13 et Programme de travail et budget 2010-11, document dans lesquels nous nous efforçons de cibler et classer par ordre de priorité les travaux de l'Organisation et d'établir un lien précis entre les résultats à obtenir et les ressources nécessaires, en tenant également compte des réformes du PAI.

La mise en œuvre du PAI a été un objectif de premier ordre à la fois pour les Membres et pour le Secrétariat depuis son adoption par la Conférence à sa session extraordinaire de novembre 2008. Pour ma part, j'en ai fait l'une de mes principales priorités. Cela, pour des raisons évidentes. Une FAO renouvelée sera en mesure de se hisser à la hauteur des attentes de plus en plus importantes qui sont actuellement celles du monde en matière d'action nationale et internationale de lutte contre l'insécurité alimentaire. Grâce à nos efforts collectifs de réforme, l'Organisation sera en mesure de jouer le rôle qui lui incombe en aidant la communauté internationale à honorer les engagements pris dans l'Initiative de L'Aquila relative à la sécurité alimentaire et lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui vient de s'achever.

Nous n'en sommes qu'à la fin de la première année de la période de cinq ans envisagée pour la mise en œuvre du PAI, mais nous avons déjà achevé 56 pour cent des actions prévues, même si à ce jour le fonds fiduciaire établi spécialement pour ce Plan n'a reçu que 8,5 millions d'USD, sur un montant provisionnel de 21,8 millions d'USD. Nous avons démontré que nous ne plaisantions pas, joignant l'action à la parole.

Les résultats obtenus jusqu'ici sont considérables. Les plus importants sont l'adoption d'un cadre de planification axé sur les résultats et l'adoption d'une nouvelle culture axée sur les résultats; la décentralisation et une plus grande délégation de pouvoirs; la rationalisation organisationnelle; l'amélioration de la gestion des ressources humaines et une gouvernance plus efficace.

Les bureaux décentralisés ont joué un rôle de premier plan dans la préparation d'une proposition du budget 2010-11. À compter de janvier prochain, les bureaux régionaux auront la responsabilité de la supervision du budget et du programme pour les fonctionnaires techniques dans la région et prendront progressivement la direction des travaux techniques des bureaux de pays. En outre, le personnel des bureaux décentralisés est actuellement formé en vue d'assumer la responsabilité supplémentaire du Programme de coopération technique en 2010.

Pour favoriser l'alignement de notre structure administrative sur le cadre des résultats, une restructuration complète du Siège a été lancée en 2009 et doit s'achever en 2012. L'un des éléments clés de cette restructuration a été la déstratification concernant un tiers des postes de direction afin d'alléger la structure et la hiérarchie de la direction.

Nous continuons à veiller à un emploi judicieux des contributions des Membres grâce à la réforme systématique des systèmes administratifs et de gestion. Un examen détaillé externe de nos processus et systèmes, préconisé dans le PAI, a identifié plusieurs possibilités de réduction des coûts et d'amélioration de la qualité et de la ponctualité des services administratifs pendant les cinq prochaines années.

Le nouveau projet de Cadre stratégique est à la base de notre approche améliorée de la planification axée sur les résultats. Il énonce les grands principes d'action et décrit les effets attendus sur une période de dix ans. Les objectifs stratégiques et fonctionnels découlent des débats intergouvernementaux spéciaux et approfondis qui ont eu lieu pendant les 18 derniers mois.

Par conséquent, on s'est véritablement efforcé, lors de la rédaction du Plan à moyen terme et Programme de travail et budget proposé, d'établir un lien entre les moyens et les finalités, c'est-à-dire une corrélation entre les ressources et les résultats. Le nouveau cadre de planification nous a permis d'axer nos travaux sur les besoins des Membres. Je reconnais volontiers que nous pouvons encore améliorer notre collaboration avec les Membres pour fixer des priorités au sein des objectifs et entre eux, mais les bases ont été jetées dans le cadre de résultats.

Le Programme de travail et budget pour 2010-11 présente une série complète de propositions sous une nouvelle forme. Il expose les financements nécessaires à la mise en œuvre d'un programme de travail biennal et une série considérable de réformes financées à la fois par les contributions ordinaires et par des contributions volontaires.

En ce qui concerne l'évaluation des contributions au budget ordinaire, et compte tenu du concept de "réforme dans la croissance" préconisé en tant que principale conclusion de l'EEI et repris dans le PAI, le Secrétariat s'est trouvé face à un dilemme.

D'une part, la FAO devrait effectivement être en mesure de relever les divers défis auxquels sont confrontées ses parties prenantes, et qui ressortent de vos déclarations, et notamment la nécessité d'inverser la tendance inacceptable à l'aggravation de la faim et de la malnutrition.

D'autre part, nous devons tenir compte des répercussions de la crise financière et économique d'une exceptionnelle gravité sur les débats relatifs au budget de la FAO.

Dans ce contexte, les gains d'efficacité pourraient être considérés comme une recette financière importante permettant d'offrir un maximum de services aux Membres de la FAO à moindre coût. En effet, comme l'ont demandé les Membres dans le PAI, des économies de 17,4 millions d'USD par exercice biennal découlant de la déstratification sont réinjectées dans les programmes de la FAO. L'Examen détaillé contenait une analyse factuelle, menée par des experts, des possibilités de dégager des gains d'efficacité quantifiés supplémentaires en 2010-11, qui a été incorporée dans le PTB. Je dois mettre en garde les Membres qui pourraient être tentés de fixer des objectifs d'efficacité non fondés et non programmés pour l'exercice biennal 2010-11, qui compromettraient le dynamisme du renouveau de la FAO et les services à ses Membres.

Pour passer maintenant aux chiffres précis, le budget biennal proposé pour l'ouverture de crédits nette est fixé à 995,9 millions d'USD, soit une augmentation de 7,1 pour cent par rapport à l'exercice en cours. Comme l'avaient demandé précédemment les organes directeurs, j'ai également résumé les mesures prises pour améliorer la santé financière, la situation de trésorerie et les réserves de la FAO.

L'ouverture nette proposée de crédits a été calculée après ajustement pour augmentation de coûts du budget ordinaire qui a été examiné deux fois par les organes directeurs et est du même ordre que les ajustements proposés par les autres institutions des Nations Unies dont le siège est à Rome.

En outre, l'ouverture nette de crédits incorpore une augmentation correspondant à un peu plus de la moitié du coût révisé du PAI pour l'exercice. En formulant ma proposition, j'ai écouté avec soin les vues des Membres en ce qui concerne la nécessité de garantir le financement de la mise en œuvre du PAI, tout en préservant le programme de travail.

Alors que le Conseil a décidé de renvoyer à la Conférence les débats relatifs au montant du PTB 2010-11, je me félicite du processus informel consultatif engagé grâce aux Amis du Président pour rapprocher les points de vue sur la question du budget. Je m'en tiendrai aux décisions que vous prendrez en ce qui concerne l'orientation stratégique et le budget de l'Organisation dans les prochains jours.

Conclusion

À l'évidence, nous aurions pu mieux faire si la communauté internationale avait fait à l'agriculture et à la sécurité alimentaire mondiales la place qui leur revenait parmi les priorités. Nous devrions néanmoins être satisfaits de l'ampleur des réalisations des Membres et du Secrétariat. *“Si la FAO n'existait pas, il faudrait l'inventer”* pouvait-on lire dans l'EEI. Et bien, nous sommes en train de nous réinventer et dans ce processus créatif et ardu, c'est une nouvelle et meilleure FAO qui est en train de naître.

L'Organisation occupe maintenant la place qui lui revient dans les enceintes dans lesquelles les grands de ce monde se réunissent pour infléchir le déroulement des événements mondiaux. Les avis, les vues, les recommandations et les mises en garde de la FAO sont accueillis avec attention et respect. Tout cela permet à une FAO renouvelée d'ouvrir de nouveaux horizons dans sa lutte pour éliminer la faim et la pauvreté et créer une vie meilleure pour tous. Une FAO dont nous pouvons tous être fiers.

Je vous remercie de votre aimable attention et vous souhaite des travaux fructueux.